

# LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50  
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :

RUE DES SAVOISES, 6  
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50  
Le numéro : 10 centimes

GRANDE SALLE HANDWERCK, avenue du Mail

Samedi 16, Mardi 19 et Jeudi 21 Octobre 1909  
à 8 h. et demie du soir

Sébastien FAURE

donnera sous le titre

L'INÉVITABLE TRANSFORMATION

Trois Conférences publiques et contradictoires.

Première Conférence :

La Transformation... Pourquoi ?

Deuxième Conférence :

La Transformation... Comment ?

Troisième Conférence :

La Société Future.

Prix d'entrée pour chaque conférence : 50 cent.

Cartes en vente à l'avance pour les trois conférences chez Mme Degenève, magasin de tabacs et journaux, Coulouvrenière, 27.

Le produit de ces Conférences sera entièrement attribué à La Ruche, œuvre de solidarité et d'éducation fondée et dirigée par Sébastien Faure.

## CHOSSES PRÉVUES

Il paraît que le Comité de la Fédération du bâtiment tout en faisant déclarer par son porte-parole, le secrétaire Péricat, que le ministre Viviani avait tenu le rôle de la mouche du coche dans la solution intervenue n'en a pas moins suivi la voie tracée par lui en demandant la médiation des sociétés d'architectes. Cela fait très bien pour la galerie syndicale de renier toute connivence avec le Ministre du travail après s'être abouché avec des gens réunis par lui, mais cela démontre surtout que les fonctionnaires ouvriers sont tout aussi retors que les politiciens. Du reste, ils le sont bel et bien de tempérament malgré tout le battage révolutionnaire derrière lequel ils cachent leurs manœuvres réformistes.

Nous n'en sommes pas autrement surpris, et la solution donnée à cette grève ne nous étonne nullement puisqu'en pleine période d'agitation, devant des milliers de camarades grévistes, on formulait, comme but à atteindre, la signature d'un contrat collectif. Bien naïfs étaient ceux qui se figuraient que la grève était une manifestation de la lutte de classe.

Il conviendrait de s'entendre sur ce terme et ne pas en diminuer la valeur en l'appliquant à tout mouvement ouvrier, même quand il s'agit de définitive d'une entente entre belligérants que le patronat repousse de prime abord pour conserver le prestige de son autorité.

Il n'y a rien de moins révolutionnaire qu'un contrat par lequel les ouvriers s'engagent vis-à-vis des exploités à se tenir bien tranquilles pendant toute sa durée et à respecter leur signature pendant la période de l'engagement. C'est une convention comme il s'en fait tous les jours entre parties et le résultat n'est pas la lutte de classe que nous sachions, mais, bien au contraire, une étroite collaboration sous certaines conditions prévues.

Sans doute, nous savons qu'il est bien difficile d'entreprendre un mouvement ayant un caractère nettement révolutionnaire, car un pareil mouvement ne peut pas comporter de solution acceptable pour le patronat. Vous pouvez poser des conditions plus ou moins draconiennes à vos maîtres, mais dès qu'ils les acceptent, c'est qu'il n'y a pas péril réel pour leur classe et que les concessions qu'ils s'agit de faire ne leur coûteront surtout qu'un sacrifice d'orgueil. Il se peut que la résistance opiniâtre du patronat puisse créer une situation révolutionnaire, mais cette situation, de courte durée en général, n'implique pas que les travailleurs qui y ont été amenés aient des convictions révolutionnaires et par conséquent la notion plus ou moins exacte de ce qu'il faudrait entreprendre en pareille période.

Notre tort, à nous anarchistes et révolutionnaires, est toujours de généraliser et de croire qu'un mouvement, en prenant de l'étendue, même quand aucune conception de la révolution n'est sérieusement comprise par les travailleurs. Dans les syndicats du reste nous emboîtons le pas dès qu'un mouvement, eût-il toutes les apparences d'une simple demande d'augmentation du salaire quotidien, se chiffant, en cas de réussite, par quelques misérables centimes que le patronat et le capitalisme retrouveront dans nos poches et dans leurs caisses et au-delà par la hausse inévitable des produits et des besoins. Nous qui devrions être là pour démontrer le jeu des institutions capitalistes qui fait que nos victoires se changent toujours, au bout d'un certain temps, en défaites, nous partons en guerre, dans la pensée que ce mouvement, quelles qu'en soient les conditions d'action, va faire l'éducation des travailleurs. Il semblerait que depuis des siècles que les travailleurs font grève, leur éducation révolutionnaire ne devrait rien laisser à désirer. Cependant, nous constatons que malgré tout notre

bon vouloir, le désir de vaincre, d'être victorieux, est plus grand que celui de porter atteinte aux institutions capitalistes et au patronat. C'est davantage une lutte entre individus qu'une lutte entre principes s'excluant que recherchent les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas encore senti, pensé et compris que le capitalisme doit disparaître et que ceux qui travaillent devront prendre en mains la gestion de la production sociale.

Malgré nos bons vouloirs, il y a dans chaque organisation ouvrière, même dans les plus révolutionnaires d'entre elles, une tendance réformatrice qui apparaît aussitôt qu'il s'agit de défendre contre le patronat les positions acquises ou de les consolider, ce qui prouverait que nous ne sommes pas libres ne nos mouvements, tenus en quelque sorte en état de défense continue par nos ennemis mêmes. De là, de très mauvaises conséquences auxquelles peuvent se rattacher les efforts de centralisation que préconisent, avec un intérêt croissant et une ténacité intéressée, tous les fonctionnaires ouvriers dont le sort est en quelque sorte lié au développement centraliste des organisations. Il ne paraît pas que la lutte de classe doive en tirer avantage, au contraire, car ce sont précisément dans ces fédérations de métiers et d'industries que celle-ci est reléguée au second plan... quand on en parle encore. La création, dans certaines de ces fédérations, de groupes de propagande prouve à elle seule que les syndicats fédérés se désintéressent de tout ce qui n'est pas avantages immédiats, tangibles. Ainsi la vie, au lieu d'affluer de la périphérie au centre s'est réfugiée dans les comités fédéraux laissés libres, comme on vient de le voir pour la Fédération du bâtiment, à Paris, d'agir au lieu et place de la masse au mieux des intentions « pratiques » et réformatrices de l'ensemble. Cela nous promet pour l'avenir un parlementarisme économique offrant les mêmes fautes que le parlementarisme politique présente à l'heure actuelle.

La lutte électorale pour le Comité fédératif de la C. G. T. nous en a offert un spectacle-échantillon qui n'a pas laissé que d'être attristant, et nous voyons maintenant que les fonctionnaires blackboulés retournent non pas au travail manuel qu'ils n'auraient jamais dû quitter, mais à de nouvelles fonctions. C'est ainsi que l'« arrondissement » des cuirs et peaux vient d'offrir une candidature à un ancien secrétaire de la C.G.T., et il paraît, c'est la Guerre Sociale qui nous l'apprend, que c'est là une bonne réponse faite aux réformistes qui cabalèrent contre lui. Je veux bien le croire, mais je me demande où se trouve la lutte de classe dans ces mœurs syndicalo-politiques !

Peu à peu la tendance réformatrice, celle qui offre le moins de dangers, nous entraîne dans le sillage des amis de la paix sociale et les Jaurès qui ont manœuvré dans les couloirs de tous les congrès, malgré les motions les plus révolutionnaires, n'ont plus qu'à se baisser pour ramasser des candidatures se réclamant tout à la fois de la tendance réformatrice avec les partisans des réformes et de la tendance révolutionnaire avec les révolutionnaires. Il y a en disponibilité tout un choix de caméléons dont le genre paraissait appartenir en propre à l'espèce politicienne.

Connaissant les causes de cette évolution qui est mieux encore une régression pour beaucoup de révolutionnaires assagis par la fonction, les anarchistes comprendront que le syndicat peut être un excellent champ d'action à condition de n'y faire aucune concession et d'y rester soi-même, ce qui, malheureusement, n'a pas toujours été le cas.

C'est aux anarchistes qu'il appartient, pendant une trentaine d'années, de ramener toujours le peuple à l'idée révolutionnaire en face de tous ceux qui essayaient de le tromper ; libéraux, opportunistes, radicaux-socialistes ou non ont été dépouillés par eux de tous les masques sous lesquels ils sophistiquaient l'opinion. C'est à eux qu'il appartient encore de balayer cette tourbe nouvelle de trompeurs qui, sous le masque réformatrice, en faveur aujourd'hui, tend à corrompre à nouveau la classe ouvrière pour mieux l'assujettir. C'est à eux de lui démontrer le vide de toutes les luttes qui n'ont pas réellement pour but de l'arracher à l'exploitation capitaliste, en la rendant capable d'un effort dont elle aura compris le sens et la haute portée. Oui, c'est vers une grande idée qu'il faut la diriger, mais en lui faisant voir que son intérêt véritable est dans sa mise en pratique par un détachement de tout ce qui constitue l'œuvre bourgeoise. Les réformistes veulent tenir la classe ouvrière en tutelle sous prétexte qu'elle n'a pas encore acquis la force nécessaire pour s'émanciper. Donnons-lui la confiance qui lui manque encore et nous aurons travaillé à préparer les voies de la révolution. G. H.

## LES POLICIERS DU SOCIALISME

Dans son numéro du 29 septembre dernier, le *Peuple Suisse* a publié l'entrefilet suivant :

*Temps perdu.* — Ces jours derniers ont eu lieu deux réunions d'anarchistes à Zurich-ville. Mais MM. les confédérés avaient compté sans leur hôte. La salle

dans laquelle ils devaient parler fut bientôt pleine d'ouvriers socialistes. Au moment de la discussion, ces cheveux-légers de la bourgeoisie furent sérieusement remis à leur place.

Et ce qu'il y a de plus caractéristique en tout cela, c'est que le *Journal des bourgeois* prend énergiquement la défense des anarchistes contre les socialistes. C'est donc bien dire que la bourgeoisie a tout intérêt à la besogne de désorganisation à laquelle se livrent les libertaires dans la classe ouvrière.

Elle ne se trompe pas. Il ne lui faut, du reste, pas grand flair, pour voir ce qui se passe.

L'organe du socialisme pour la lutte de places est parfaitement en droit d'estimer ses lecteurs quelque peu crédules, très crédules même, mais toutefois nous doutons fort qu'il s'en trouve pour croire aux imbécillités ci-dessus. Car, enfin, nous avons dans presque tous les pays d'Europe des lois spéciales contre les anarchistes, et c'est bien contre nous et notre propagande qu'elles sont édictées et appliquées. D'autre part, lorsque nos bourgeois veulent compromettre quelques socialistes qui leur paraissent trop exigeants en fait de compensations ou pas assez souples, ils ne trouvent rien de pire contre eux que de les accuser d'anarchisme ! Et il faut lire alors les plates excuses de nos créchiers et aspirants « créchiers » ! Comme ils s'attachent à bien faire ressortir qu'avec eux il y a toujours moyen de s'entendre, pourvu qu'on veuille y mettre le prix.

Nous n'avons pas de détails sur ce qui s'est passé dans les réunions dont parle le *Peuple* ; mais un fait nous est bien connu, c'est qu'en parlant du nouveau mouvement qui allait se dessiner en Suisse allemande, toute la presse bourgeoise avait jeté des cris d'alarme, qui furent entendus en haut lieu et qui eurent pour résultat immédiat l'arrestation et l'expulsion de notre camarade Ramus. La bourgeoisie expulse ses alliés et donne les places les plus diverses, sans exclure celles de policiers grands et petits à ses farouches ennemis du socialisme électoral.

C'est dommage que le *Peuple* n'ait pas rapporté la défense qu'a faite des anarchistes le *Journal des bourgeois* de Zurich ; il a sans doute ses bonnes raisons, soit que cette défense n'en soit pas une, soit qu'elle se borne à constater les procédés peu corrects en matière de discussion de la social-démocratie.

N'importe, MM. Sigg, Nicolet et consorts jugent leurs lecteurs vraiment par trop bêtes. La lecture du *Peuple Suisse* peut en quelques années fausser toute notion de sain jugement, nous voulons bien l'admettre, mais néanmoins il y a aussi des limites à la bêtise. Et lorsque, chaque jour, la presse bourgeoise oppose à notre idée d'action directe les réformes légales, à notre abstentionnisme, les plus chateaux appels aux urnes, à notre propagande de l'antimilitarisme, du sabotage et de la grève générale, l'œuvre des puissantes fédérations centralisées aux fortes caisses et aux résultats tangibles... pour leur permanents surtout — dire et répéter que la bourgeoisie a tout intérêt à notre propagande, c'est tomber dans le gâtisme. Sur tous les points nous sommes en opposition avec elle, tandis que le socialisme légalitaire se prétend pratique, surtout parce qu'en toute occasion et dans tous les domaines il sait trouver matière à collaboration avec les bourgeois et une adaptation à leur système.

Certes, nous sommes des désorganisateur, car une nouvelle organisation n'est réalisable qu'au fur et à mesure que l'ancienne se désagrège. Et si nos socialistes se plaignent de notre besogne de désorganisation, c'est uniquement parce que leurs organisations politiques ou autres se sont tellement bien adaptées à celles de la bourgeoisie qu'une distinction n'est plus possible : les unes et les autres forment un tout indivisible que nos légalitaires ne voudraient pas diviser, car ce serait la perte de toutes les bonnes places, de tous les résultats tangibles.

Pourquoi le *Peuple Suisse* ne dit-il pas qu'à Zurich le chef de la police lui-même est un socialiste ? Et quelle police ! Sa brutalité est proverbiale, ses passages à tabac n'étonnent plus personne et des faits inouis se passent chaque jour, sans que les organes du parti rappellent leur élu à un peu de pudeur. Quelques timides observations à l'occasion de certaines grèves, où le troupeau électoral socialiste avait été par trop malmené, et c'est tout, puis l'oubli le plus complet !

Mais, en fait, les électeurs n'ont-ils pas voulu se montrer dignes de l'élu, en allant faire les policiers amateurs dans une réunion publique et en fournissant ainsi le prétexte à l'expulsion de l'un de nos camarades ? Les places vacantes dans la police vont désormais être réservées aux membres du parti socialiste, ce qui nous expliquerait l'appui toujours donné par ce dernier à l'augmentation du traitement de tous les agents de l'ordre bourgeois. Décidément nos légalitaires ont non seulement une science, mais une véritable présence politique !

L. B.

## L'inquisition en Espagne

La situation des victimes de la répression espagnole est angoissante. Il faut se rappeler, en effet, en quelles mains ces malheureux sont. Un petit coup d'œil en arrière va nous instruire et poussera peut-être ceux qui ont une sensibilité même médiocre à protester contre les bourreaux du pays de l'inquisition, à réclamer la liberté pour tous les prisonniers.

On peut dire que c'est depuis l'émeute de la faim de Xérès, en 1892, que la péninsule est en état presque continu de guerre sociale, à périodes fort violentes. A ce moment là, quatre condamnés à mort furent déjà exécutés. Un cinquième, Caro, succombait le lendemain aux tortures qu'il avait endurées. Un grand nombre de travailleurs furent persécutés, emprisonnés, tourmentés ; et un républicain entre autres, Solvoecha attrapa douze ans de travaux forcés pour des faits lors desquels il était déjà depuis longtemps en prison.

A la répression répondit, en 1893, la bombe de Pallas, lancée aux pieds de Martinez Campos, le restaurateur de la monarchie espagnole. Après l'exécution de Pallas, eut lieu l'attentat du Liceo. Pour ce dernier fait, un enfant, José Codina et sept autres furent fusillés, bien qu'innocents ; l'auteur véritable de l'attentat, Santiago Salvador, fut envoyé à la mort bientôt après. Un duel terrible s'était engagé entre le peuple et le gouvernement. Ce duel continue maintenant encore, et on va voir comment les bourgeois le comprennent.

Le 7 juin 1906, nouvelle bombe lancée au milieu d'une procession. Alors que cet acte ne pouvait être le fait que d'un individu, d'un seul, on arrêta sur le champ trois cent quatre-vingts personnes, ainsi que l'écrivit le *Temps*. Tous ces prisonniers étaient incriminés d'anarchisme, ce qui équivalait en Espagne à une condamnation impitoyable, alors que beaucoup n'étaient que de pâles républicains, d'autres n'ayant pas d'opinion du tout. Ils furent en outre inculpés de complot — un complot de 400 personnes ! Et on les enferma dans les cachots de la forteresse de Montjuich, dont l'horrible réputation date de ce temps-là.

Ce qui se passa à Montjuich, il y a douze ans à peine, est incroyable. L'inquisition y fleurit plus vivace que jamais. Comme les inculpés protestaient de leur innocence, on employa la torture pour les faire avouer. On n'en aurait jamais rien su, si un gardien, terrifié et révolté par ce qu'il avait vu, n'avait apporté sur ces choses un témoignage décisif.

« Beaucoup d'autres ont subi des brutalités, écrit cet homme à l'*Intransigeant*, le 5 décembre 1896, mais les susnommés (Ascheri, Nogués, Molas, Junyès Sana, Mas, Oller, Thioulouse) peuvent montrer leurs pieds sans ongles, leur corps flagellé, leurs poignets décharnés, sans parler des organes sexuels mutilés. »

Le 16 décembre le même gardien écrit encore : « Voici les noms des gendarmes qui ont été les exécuteurs des tortures, sous les ordres du lieutenant Narciso Portas :

« Jose Mayans chargé d'appliquer les baillons et les instruments pour comprimer la tête et arracher les chairs des lèvres, du cou et des tempes ; « l'ordonne aussi les coups de fouet que les autres gendarmes donnaient pour faire marcher continuellement les prisonniers sans dormir, manger, ni boire ;

« Manuel Carreras qui applique des fers brûlants dans les chairs ;

« Iturcio Estorqui chargé de tordre les organes sexuels avec des morceaux de roseaux et des cordes de guitare. »

« Quand ces bourreaux doivent être relevés, les suivants viennent les remplacer : Félix Carran, Rafael Maquans, Cirilo Ruéz, Léon Lopez et le brigadier Bottas. »

Il y avait — il y a peut-être — un supplice plus terrible que la flagellation, la marche forcée, la privation de nourriture, de boisson et de sommeil, les brûlures, l'immersion jusqu'à suffocation, l'arrachement des ongles, la torsion des testicules ; c'est le supplice du casque électrique ; on fait passer un courant trop faible pour foudroyer, assez fort pour torturer. Le malheureux Louis Mos, soumis à ce procédé, devint fou.

Et notons que tout ceci s'adressait à des innocents, ce que les policiers espagnols savaient parfaitement, et ce qui a été reconnu en 1897 publiquement !

Faut-il parler de la Main noire ? Non, assez. Une classe qui a de tels moyens d'instruire la justice n'est pas prête à se réformer. Elle continue. Elle a ça dans le sang. Et quand nous pensons à ce qui se passe probablement dans les cachots de Montjuich, ces jours-ci, on ne peut s'empêcher de conclure comme Kropotkine que « c'est une guerre à couteau tiré qui est désormais déclarée, mais ce n'est pas de la rue, c'est de Montjuich que vient la déclaration. » Au surplus, apparaît toujours plus impérieuse la nécessité de s'unir par dessus les frontières pour le triomphe de la révolution sociale, la sympathie comme la raison étant internationales.

J. W.

## LETTRE DE MONACO

Monte-Carlo n'est pas fait pour les travailleurs, et bien moins encore pour ceux qui sont anarchistes. A mon arrivée à l'atelier, on m'a de suite signifié que le permis de séjour était indispensable. Je l'ai donc demandé, mais un jour après la police arrive sur le chantier et m'ordonne de déguerpir. Le patron, qui avait besoin de moi, s'empresse d'aller au commissariat, et on finit par lui dire que je serai toléré aussi longtemps que je ferai son affaire, à condition de ne pas parler politique ni à la pension, ni sur le chantier. Aussi la rousse arrive-t-elle deux fois par semaine avec renseignements et a-t-elle décidé de m'expulser dès le 15 septembre. Ce que c'est que d'avoir de la protection!

Quant au patelin, on n'imaginera jamais rien de plus dégueulasse. C'est facile à comprendre. Partout où la bourgeoisie se donne rendez-vous pour faire ripaille, elle entraîne à ses trousses toute une vile population de souteneurs, de cocottes, d'usuriers, de pieds-plats de toutes les espèces. Et comme ils sont tous marchands de quelque chose, ils s'abattent sur vous, si vous avez le malheur de débarquer dans le pays. Je vous assure qu'ils ne font aucune différence entre un ouvrier et un bourgeois. Tenez, la première semaine de mon séjour ici, j'ai dû dépenser 70 francs sur 80 que je possédais, et j'ai presque souffert la faim. Maintenant je connais un peu le truc et ça va mieux.

On construit ici un Hôtel de Paris où les travaux sont poussés avec une telle célérité que plus de six travailleurs y ont laissé la vie, sans compter les blessés, et cela avec des salaires de famine. Ce qu'il y a de monstrueux dans tout cela, c'est que l'hôtel étant à proximité du Casino, il n'est plus permis à ces mêmes travailleurs de l'approcher en dehors des heures de travail, c'est-à-dire quand la canaille dorée se réveille et commence à sortir pour se livrer à sa débauche habituelle.

Comme je l'ai dit, la population est répugnante. Entretenus par des femmes, prostituées de tout âge, à belle fringue, fillettes avec des vieux beaux, vieilles proxénètes avec des jeunes michets, policiers et chiens en quantité, puis tous ce fatras de la valetaille qui est indispensable à toute cette cohue de bourgeois qui viennent sur la côte par centaines de milliers, non seulement pour le climat, mais surtout pour y faire la fête, et quelle fête!

Tout le monde est ici pourri par le contact avec les riches. Il y a une mentalité qu'on ne trouvera nulle part, c'est impossible. Du reste on est fixé au bout d'une heure après une tournée dans les villes, sur l'esprit de la population, rien qu'en jetant un coup d'œil chez les libraires. Aussi les ouvriers qui ne peuvent s'intéresser qu'aux sports, à la roulette et au baccarat, croupissent-ils dans une misère terrible. Et si le climat n'était favorable, on se demande ce qu'ils feraient. Les travaux proprement dits ne durent que trois ou quatre mois, l'été, juste le temps d'aménager les demeures des hivernants. Les salaires varient entre 2 et 6 francs pour 10 heures. Inutile d'ajouter que les 6 francs sont rares. Et comme les ouvriers sont étrangers à la principauté, il ne peut être question de grève. Tout le monde serait expulsé en cinq secs.

Avec cela les vivres sont chers. Viande 3 francs, pain horrible 45 centimes, beurre 4 francs le kilo, loyers salés et tout à l'avenant. Il est vrai que les jeunes gens du pays, s'ils font les kroumirs en été, ont par contre l'opportunité de se faire souteneurs, ou de se dédier à d'autres occupations tout aussi méprisables. Les filles auront la chance de faire le trottoir, d'autres rentreront en service dans les hôtels. Et ainsi de suite.

Non! ce n'est pas d'ici que partira l'étincelle. Vous voyez si on a de bonnes raisons de vouloir exterminer la vermine dorée. Même si elle ne nous suçait pas de mille façon, ça vaudrait la peine de l'écraser rien que pour nous préserver de la perversion morale. Les « connaisseurs » m'affirment que je n'ai rien vu en fait de fumier. Paraît qu'il faut attendre à février, pour voir comment peuvent vivre et s'amuser ceux qui nous la font à la morale.

Vraiment la bourgeoisie peut vanter sa civilisation; elle est belle! Je me demande ce que beaucoup de camarades penseraient en voyant l'abrutissement et l'abjection dans lesquels sont tombés les gens du peuple d'ici. En vérité, si partout la classe des travailleurs était au même niveau, ce serait par trop désespérant. Il est vrai que les autorités et les maîtres choisissent leurs salariés, et tous ceux qu'ils ne jugent pas suffisamment abrutis, ils les chassent impitoyablement.

Quand on pense qu'il y a des proles capables de s'embourgeoiser, cela me laisse rêveur. Il faut croire qu'ils ne connaissent pas la bourgeoisie, car quiconque l'a vue de près, s'il n'est pas idiot, ne peut s'empêcher de la détester de plus en plus. Ah! pour parler comme la noble *Gazette de Lausanne*, y en a-t-il de feux des magasins à faire!

TOPOLINO.

## Ah! la belle liberté.

La réaction la plus forcenée continue à sévir en Suisse. C'est au point que la liberté de réunion pour discuter de simples questions d'organisation ouvrière est déjà menacée.

L'Union ouvrière de Lausanne vient de se voir interdire l'affichage de pancartes invitant les travailleurs à venir se renseigner à la Maison du Peuple sur « le boycott Vautier et le boycott de la Tribune de Genève ». Le prétexte invoqué par la municipalité? Aucun. Comme d'autre part la distribution de prospectus est interdite aussi, il n'y a plus possibilité de réunir un auditoire quelconque — à moins de violer les lois, d'afficher quand même, de distribuer quand même.

C'est la seule chose qui reste à faire. Il faut s'y mettre. Violons la loi. Violons-la coûte que coûte.

Autrement le régime d'oppression de la Suisse va devenir inouï.

Violier la loi tout seul, c'est un délit. Il s'agit de le risquer. Violier la loi à 1000, c'est une émeute; à 100,000, une révolution légitime. Aussi, n'ayons plus le respect des dangereux crétiens qui nous gouvernent. C'est une question de vie pour le prolétariat.

J. W.

## EXPLOITS POLICIERS

Tout doucement la Suisse démocratique s'achemine vers le régime aimable de la Russie. Tous les jours nos bons bourgeois augmentent les effectifs des corps de police. A cette besogne, les bourgeois qui s'ignorent et qui constituent le parti social-démocrate, donnent un fameux coup de main: c'est Couchepin à Lausanne qui demande, avec ses collègues députés, l'amélioration de l'horaire des agents, afin que ceux-ci aient plus de repos (ils travaillent tant les pauvres!); c'est à Vevey, Zurich et Winterthur les « hommes de confiance » du parti, Von der Aa, Vogelsanger, Walter, qui dirigent eux-mêmes la confrérie des défenseurs de l'« ordre ». Voilà au moins une socialisation du passage à tabac qui a sa valeur, et les électeurs socialistes doivent en éprouver une légitime fierté.

Mais à Lausanne, les cognes viennent d'être munis, en plein jour, d'un énorme révolver qui permettra d'abattre, comme on sait le faire à Genève, le bonhomme qui fera une pécadille et voudra fuir; pour une contravention de cinquante centimes, on va vous « descendre » votre citoyen souverain comme de rien. Ça ne manquera pas. Déjà un gendarme a tué, il y a quelques années, un malheureux vagabond qui n'avait pas de papiers et essayait de s'esquiver. Même histoire dans le Valais il y a quelques années. Et c'est logique. Si on a des armes, c'est pour s'en servir. Un révolver n'est pas un jouet pour tirer sur des feuilles des arbres. Il est fait pour tirer sur des hommes. Alors les policiers tuent des hommes.

Ça ne suffit pas, pourtant. Car, malgré les brutes qu'on prépare à massacrer leurs semblables, faits à l'image de Dieu, malgré les taudis qui déciment le peuple d'une façon effrayante, il reste encore sur terre pas mal de gens. Ceux-ci, les bourgeois les font moucharder, et de plus en plus, soit d'une façon privée, soit officiellement. La magnanime municipalité de Lausanne va encore instituer un corps spécial de contrôle des habitants. On ne pourra pas faire un pas, pas loger huit heures quelque part, sans être tracassé. Le pays du czar n'a plus rien à nous envier.

Mais notons un peu toutes les espèces de polices qui « chez nous » nous empoisonnent l'existence — quand elles ne nous l'ôtent pas.

Nous avons la gendarmerie toujours armée jusqu'aux dents. Puis la police locale, à laquelle il faut ajouter celle des recensements. Nous avons la police secrète que la sollicitude gouvernementale impose maintenant aux petites localités comme aux grandes, à Vevey, Montreux, etc. Nous avons les listes noires patronales qui signalent tout travailleur qui n'est pas précisément un pied-plat. Nous avons les journalistes bien pensant, véritables mouchards publics qui savent par trop souvent indiquer aux autorités que tel ou tel militant étranger, Grifuelhes, Yvetot, que tel orateur publiciste, Sébastien Faure, A. Dide, est un homme dangereux bon à expulser rapidement, ou que tel journal ouvrier excite à la lutte contre les exploités et doit être poursuivi. Nous avons les mouchards amateurs, les plus nombreux en Suisse, l'épicier du coin, le mastroquet, le jaune, le patron, le proprio, le bourgeois lâche qui suppléent à la paresse naturelle des policiers professionnels et s'entendent aux dénonciations. Nous avons la crapuleuse série des agences privées de détectives, les Securitas, Veritas, Prudentia, qui pullulent à l'heure qu'il est sur le corps social, comme une sale vermine. Nous avons les gardes civiques de Vevey, de Zurich, et d'ailleurs, formées des apaches bourgeois bien nippés et bien vus et armés exclusivement contre les ouvriers qui réclament plus de pain et de liberté. Nous avons les mouchards étrangers, les Tannenbaum, Naidorf, Gerbelli et autres sous-Azew, hautement protégés par la démocratie helvétique. Nous avons les concierges qui, la plupart, tiennent à faire leurs petites saletés, et qui à Lausanne, à Genève représentent assez exactement les dworniks russes. Nous aurons bientôt la gendarmerie fédérale à cheval que les conseillers nationaux et des Etats nous réservent pour réprimer les grèves.

Ça fait plus d'une douzaine d'espèces différentes de canailles vivant dans chaque ville, sans produire, et ayant pour but de trahir, de mentir, de salir, d'enfermer, de tourmenter et de tuer.

Une classe de plus — les bourgeois — qui en arrivent à avoir besoin de tant de chiens de garde — en dehors de l'armée qui, paraît-il, n'est pas toujours très fidèle — dénote une singulière frousse et une rude pourriture. Preuve que l'agitation révolutionnaire les atteint quand même. La seule chose qu'il soit à faire, c'est d'intensifier notre action, car la police ne disparaîtra qu'avec l'autorité et la propriété qu'elle est chargée de défendre, lorsque les travailleurs refuseront de produire pour le compte des maîtres et de leurs soutiens, race de parasites s'il en fut, quand le peuple se dressera violemment par la grève générale expropriatrice contre l'Etat et le Patronat.

## Ici et Là

Tel arbre, tel fruit.

Les cléricaux espagnols, aidés de leurs congénères d'au-delà les frontières, les catholiques de France, d'Italie, d'Allemagne et de Suisse (naturellement) s'acharnent avec une mauvaise foi et une

féroce atrocité sur les gens du peuple et les militants libres-penseurs, socialistes, syndicalistes et anarchistes enfermés à Barcelone et à Montjuich, après l'insurrection de Catalogne. Ils demandent journellement des fusillades et l'emploi du garot, sans autre forme de procès.

Pour récompenser les rebelles de les avoir épargnés, de n'avoir mis à sac que des couvents et des églises, sans toucher aux faiméants qui y vivent, ces derniers, par une charité chrétienne bien dans la note, réclament leurs têtes. D'autre part, dans toute guerre, une fois l'un des belligérants vaincu, un certain droit des gens fait admettre qu'on ne fusille plus personne; et l'on se borne à faire des prisonniers qu'on relâche dès que tout est calmé. Mais vis-à-vis de travailleurs qui ont refusé d'aller tuer des Marocains et de les piller, il s'agit bien du droit des gens! C'est la peine de mort que les prêtres veulent pour eux.

Quelle horrible mentalité ont donc les disciples de la religion d'amour?

## L'école empoisonneuse.

On dirait vraiment qu'il est des êtres qui ne s'occupent des enfants que pour les abrutir et les tourmenter. Cette semaine m'en apporte, dans ma petite sphère personnelle, deux exemples.

J'ouvre l'organe de la Société pédagogique de la Suisse romande, l'*Educateur* du 25 septembre 1909, et j'y trouve à la page 577 une leçon modèle sur l'asphyxie. Et voici qu'on enseigne que pour venir au secours d'un asphyxié il faut « exercer des pressions alternatives sur la poitrine, sur l'abdomen ». Si le mauvais perroquet qui donne ce moyen réussit à faire respirer quelqu'un ainsi, je veux bien être pendu. Car c'est une pure sottise que cette histoire-là. Ce ne serait rien, si une science aussi truquée et tronquée ne servait qu'à gargariser la vanité d'un rédacteur en veine de se faire bien voir par les autorités. Mais la leçon précitée va être apprise par des instituteurs qui la serviront à leurs élèves qui auront acquis une notion parfaitement fautive. Qu'est-ce que ça fait, me dira-t-on, il ne s'agit que d'enfants allant à l'école primaire! La science expérimentale et saine n'est pas pour eux. Ils ne sont destinés qu'à l'abrutissement systématique. Ma foi oui.

Autre chose. Une mère de famille m'amène une fillette de huit ans, d'une très faible constitution. Cet enfant va à l'école cinq jours sur sept, de huit heures du matin à midi et de deux à quatre et demi. Dès les cinq heures du soir elle se met à faire ses devoirs et en a, à part une petite interruption pour le souper, jusqu'à neuf et dix heures du soir. Pas un quart d'heure pour prendre de l'air, pour s'ébattre. Et le lit à dix heures. Un pareil surmenage n'est-il pas imbécile? Il est criminel, car l'enfant, constamment fatigué, se couchant trop tard, y laisse chaque jour un peu de sa santé. Et le cas se répète, en Suisse, comme ailleurs, pour des centaines et des milliers de gosses.

L'insouciance avec laquelle la bourgeoisie tarabuste les enfants du peuple est un des traits les plus odieux du régime actuel. Et c'est là un motif plus que suffisant pour travailler à son anéantissement.

## Sous la botte du Kaiser.

Vous savez que nos chers députés nous préparent un nouveau Code pénal qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1912. Nous en avons déjà un avant-goût en pensant à l'article 220 qui prévoit que: « celui qui outrage un peuple ami ou son chef, son gouvernement, par des paroles ou des actes, sera puni de prison ou d'amende ». Nous en mourrons d'impatience en songeant que les catholiques (et les protestants aussi, sans qu'ils le disent) réclament un article pour qu'on puisse punir « celui qui aura publiquement manifesté son mépris envers un culte ou un acte de culte ». Nous voilà bientôt en plein moyen-âge. Cela promet.

Mais ce que vous ne saviez peut-être pas c'est que ce beau Code fédéral, définitivement arrangé par notre mouchard en chef, Kronauer, flanqué de quelques juristes, « a largement profité, ainsi que l'avoue la *Feuille d'avis de Lausanne*, des études poursuivies actuellement, sur la demande des autorités allemandes, par une commission de professeurs, pour une réforme du Code pénal de l'Empire allemand ».

Voilà qui est net. On ne saurait mieux dire qu'en Suisse comme en Allemagne, qu'en monarchie comme en démocratie, les malheureux qui tombent dans les griffes de la justice sont traités exactement de la même façon, que toutes les étiquettes politiques ne changent pas un iota à la féroce de la vindicte bourgeoise. Juges de Berlin ou juges de Berne, c'est kif-kif. Ils ont le même code de répression, les mêmes conceptions juridiques. Nos maîtres républicains s'inspirent de la législation prussienne. Nous vivons sous la botte du kaiser. Ce qu'il fallait démontrer.

## La vie n'est possible que par l'action directe.

J'ai relu l'autre jour une description de l'obstruction des « ferroviari » italiens en mars 1905. Cette tactique, bien faite pour paralyser le trafic aux dépens des bourgeois et des gouvernants, montre on ne peut mieux l'imbécillité crasse de tout le système de centralisation et de réglementation qui nous étouffe lorsqu'on a la bêtise ou la faiblesse de s'y soumettre. Les chemineaux n'ont qu'à observer tous les décrets, arrêtés, ordres, prescriptions, circulaires, lois édictées en vue soi-disant d'établir l'« ordre » dans la marche des trains, pour que ces trains ne marchent pas, mais là, plus du tout. L'expérience du travail, l'action propre du personnel, l'effort de chaque producteur, c'est cela seul qui permet la vie, et non pas la science réglementée des dirigeants et bureaucrates de toutes espèces.

Figurez-vous qu'en Italie un voyageur se présente au guichet de Rome. Il offre deux francs pour un billet pour Cuchina. L'employé refuse, car il faut se présenter avec juste le prix de la place, 1 fr. 45. On n'a pas de monnaie; tant pis, c'est le règlement. Enfin vous avez le prix juste. Un contrôleur examine votre billet à l'entrée des quais. Allez-vous bien à Cuchina, le billet n'est-il pas falsifié? Un bon examen demande cinq minutes. Le guichet, la porte d'entrée sont encombrés. Par bonheur vous vous y êtes pris à temps. Voici votre train qu'on se met à former. Les chemineaux vont avec d'infinies précautions pour ne pas choquer, gêner, enrhumé les wagons et les locomotives — le règlement est formel. Le chef de gare s'échauffe. Le chef de train lui fait remarquer qu'il manque une chaînette. Ça prend une demi-heure. Quand c'est prêt, on remarque que les articles 185 et 175 d'un certain règlement ne sont pas observés. Nouvelle apparition d'hommes d'équipes qui accourent, s'empressent, se bousculent, gesticulent et font les minutieux. Une heure s'est passée encore. Et voici qu'il manque une vis à la roue droite de la dixième voiture. Et voilà ensuite, après une nouvelle inspection, qu'on trouve une glace cassée dans l'un des compartiments. Mais à la fin tout est en règle. Ah! pas encore. Le chef de train relit le papier de départ, de la première à la dernière ligne. Ça prend du temps. Trois heures se sont passées à observer les règlements, et quand tout est prêt, il est trop tard pour partir. Il y aurait des rencontres dangereuses. Le train est supprimé. Le règlement est là, toujours là.

Mais quel sabotage inouï de la vie amène en définitive le respect de l'autorité? On le saura en se rappelant que les dirigeants meurent en moyenne vers la soixantaine, dans une proportion annuelle de dix pour mille, tandis que le peuple se meurt vers la trentaine, en moyenne, et dans une proportion de trente à quarante pour mille — trois, quatre fois plus — ce qui fait que six millions de gens disparaissent chaque année, en Europe, à cause de la misère, parce que le prolétariat, soumis à l'Etat et au Patronat, n'a pas encore lancé les lois aux orties, passé à l'action directe, exigé la vie sans dieu ni maître.

J. W.

## Encore l'école.

Il n'est pas de trop d'insister sur ce que l'Etat fait pour nos enfants. A Schaffhouse se sont réunis le 30 septembre, en congrès spécial, les chefs des Départements de l'Instruction publique de la plupart des cantons suisses. Vous pensez peut-être que ces inimitables politiciens se sont occupés de ce qu'il y avait à faire pour développer réellement et sincèrement l'intellect des écoliers? Ce serait le cas si l'école était faite pour les enfants. Hélas, dans notre belle société, où tout est à l'envers, l'école est faite en bonne partie pour entretenir un vrai fonctionnarisme.

Elle permet d'abord de légitimer l'existence d'un chef de département (un par canton) et d'une kyrielle de gratte-papier, inspecteurs, contrôleurs, fabricants de matériel, qui régissent la vie scolaire à leur façon, en ne voyant jamais une classe, en vertu, généralement, de principes archaïques, comme des gens peuvent en avoir qui ne connaissent rien à la pédagogie et ignorent la délicatesse du cerveau enfantin. Puis l'école est un sujet interminable de discussion pour les Grands Conseils, municipalités et commissions diverses qui permettent ainsi à des édiés plus ou moins intelligents de tirer des jetons de présence. Enfin et malheureusement fort souvent encore, l'école est faite pour l'instituteur qui y débite, non pas ce qui est agréable, utile, indispensable aux élèves, à l'humanité de demain, mais ce qu'il a ingurgité lui-même à l'école normale, les programmes tendancieux, les lieux-communs stupides, les affirmations tranchantes et définitives, les vérités officielles.

Et s'il en reste, eh bien, ce sera pour les gosses — et ce qui reste, c'est le loyalisme légalitaire — pour qu'ils deviennent de bons citoyens, c'est-à-dire des piliers de l'« ordre », respectueux des privilèges des bourgeois et de la misère des prolétaires.

Mais pour en revenir au Congrès de Schaffhouse, disons de suite que les délégués y discutèrent surtout la question du service militaire qu'on doit faire les instituteurs! Et ce fut à peu près tout.

C'est ainsi qu'une institution — l'Ecole — destinée, aux yeux du peuple, à servir les enfants, devient en fait un beau terrain de culture des inépties gouvernementales et des intérêts de la classe bourgeoise, précisément parce qu'elle est dirigée par en haut, par l'Etat. Là, comme partout, c'est d'en bas que doit se faire l'organisation. C'est par le respect des intéressés eux-mêmes, par le souci de la vie et de l'avenir des enfants, en consultant leurs désirs, en interrogeant leur tempérament, en comprenant leurs besoins, en favorisant leurs aptitudes, que les instituteurs d'accord avec les parents, soucieux avant tout de se comporter avec les petits comme de bons camarades, pourront faire de l'école un lieu de développement physique, intellectuel et moral intense.

**La Grande Révolution, 1789-1793**, par Pierre Kropotkine. Un volume de 750 pages, 2 fr. 50; par la poste, 2 fr. 85.

**L'Internationale, Documents et Souvenirs**, par James Guillaume, tome III. Un volume grand in-8° de 328 pages, avec un portrait de Carlo Caffero. En vente au Réveil, prix 3 fr. 35, au lieu de 5 francs.

*Nous recommandons vivement à tous les camarades ces deux volumes d'histoire, écrits tous deux pour le peuple, qui pourra y puiser de précieux enseignements, dans la lutte pour son émancipation.*